

NOMINATIONS

>>> Novembre 2017/ Inspection Générale d'Etat et de l'Administration de l'Angola

M. Sebastiao Domingo Gunze a été nommé Inspecteur Général d'Etat de l'Angola, suite au départ à la retraite de M. Joaquim Mande. ■



>>> Juillet 2017/ Inspection Générale d'Etat de Côte d'Ivoire

M. Théophile Ahoua N'Doli a été nommé à la tête de l'Inspection Générale d'Etat de Côte d'Ivoire en remplacement de M. NIAMIEN N'Goran, et assure la Présidence du Comité Directeur du FIGE. ■



>>> Juillet 2017 / Secrétariat National au Renforcement des Capacités de Côte d'Ivoire

Le Secrétaire National, M. Zoro Epiphane Ballo succède à M. Meité Sindou à la direction du Secrétariat National au Renforcement des capacités de Côte d'Ivoire. ■

CONTACT

Forum des Inspections Générales d'Etat d'Afrique et Institutions Assimilées (FIGE)

Directeur de Publication :

M. Hassan Issa Sultan
Secrétaire Exécutif
Inspecteur Général de l'Etat de Djibouti

Comité de rédaction :

Mme Deka Daher Houffaneh
M. Hassan Mohamed Issa

Siège Social du FIGE

Inspection générale de l'Etat de Djibouti
Présidence de la République de Djibouti
B.P : 2603 – DJIBOUTI
Tél. : (00253) 21 35.36.63 / 21 35.65.50
Fax : (00253) 21 35.55.06
Email : secretariatdufige@intnet.dj
Site web : www.figea.dj


FEV 2018
ÉDITION
N°8

ÉDITORIAL

Une nouvelle ère

Cher(e)s Lecteur(trice)s

Au sommaire de cette 8ème Edition de la lettre d'information du Forum des Inspections Générales d'Etat d'Afrique et Institutions assimilées FIGE, les principales activités entreprises par le FIGE en ce premier semestre de l'année 2017.

À l'occasion de la 7ème session ordinaire du Comité Directeur qui s'est tenu au siège du FIGE, le Secrétariat Exécutif a présenté aux membres le projet du nouveau cadre stratégique du FIGE pour la 2017– 2022.

En effet, le FIGE en tant qu'organisation africaine regroupant un grand nombre de membres, doit se donner les moyens pour assurer son développement et sa notoriété compte tenu du changement et des contraintes institutionnelles, socio-économique et technologiques.

Le cadre stratégique 2017-2022 jette les bases des nouvelles orientations qui renforcent les valeurs du FIGE tout en s'inscrivant dans la continuité des objectifs originels et la vision du FIGE d'être «le leader de la pensée stratégique sur le secteur public africain». Ils se déclinent en quelques maitre-mots :

- Engagement,
- Transparence,
- Coopération,
- Performance,
- Leadership et Innovation.

Egalement dans les colonnes de cette Edition, le résumé de la rencontre des membres du Comité Directeur reçu en audience par le Président de la République de Djibouti.

Bonne lecture ! ■

Directeur de la publication
M. HASSAN ISSA SULTAN
Inspecteur Général de l'Etat de Djibouti

SOMMAIRE

- 2 Les Membres du Comité Directeur du FIGE reçu en audience par le Chef de l'Etat djiboutien
- 3 FIGE /OLAF : Une collaboration renforcée
- 4 7ème réunion du Comité Directeur du FIGE
- 5 Le lan stratégique du FIGE 2017-2022
- 6 Actualités en Bref
- 8 Nominations

LES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR DU FIGE REÇU EN AUDIENCE PAR LE CHEF DE L'ÉTAT DJIBOUTIEN

Le Président de la République M. Ismail Omar Guelleh a reçu au Palais de la République, l'Inspecteur Général de l'Etat, M. Hassan Issa Sultan et les Inspecteurs Généraux de l'Etat de cinq pays africains membres du Comité Directeur du Forum des inspections générales d'Etat des pays d'Afrique.

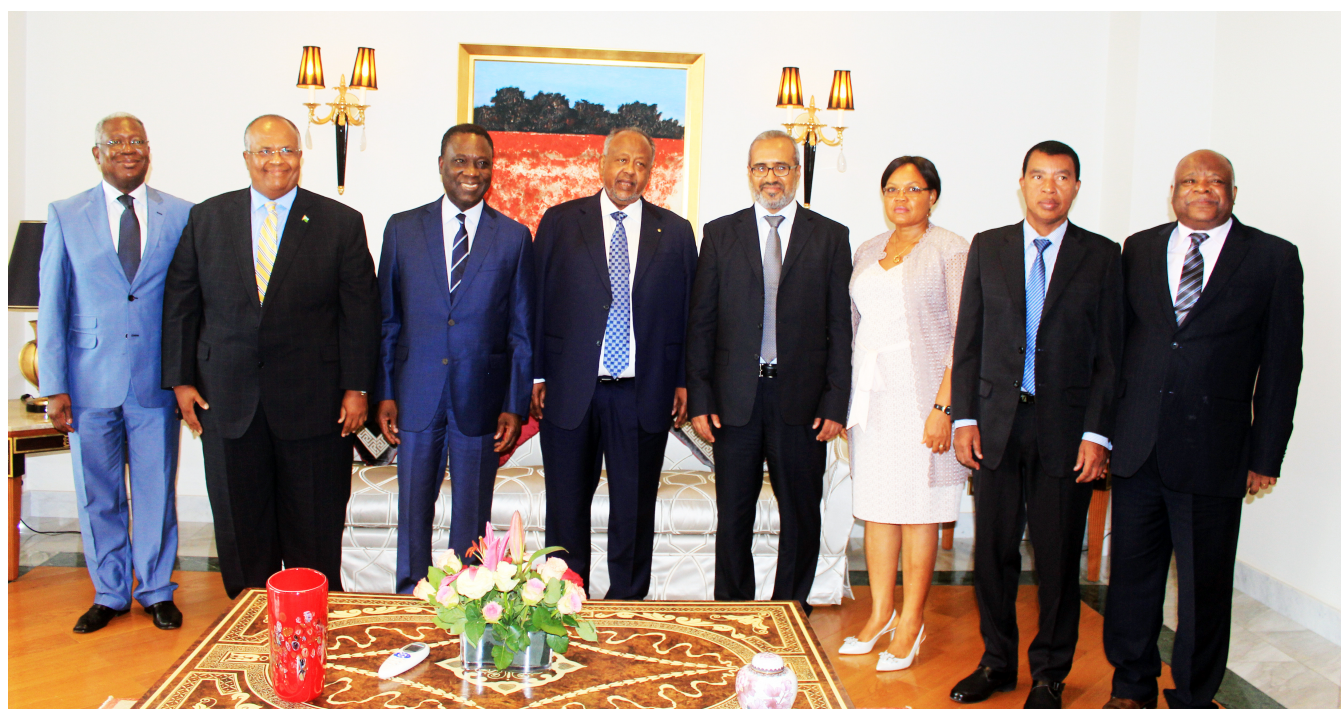


Photo de famille avec S.E. M. Ismail Omar Guelleh et la délégation composée des Inspecteurs Généraux d'Etat de 5 pays membres du Comité Directeur du FIGE conduite par l'inspecteur d'Etat de Djibouti M. Hassan Issa Sultan

Une délégation du FIGE a porté à la connaissance du Président de la République sur les conclusions des travaux du comité directeur et sur l'évolution des activités du FIGE depuis sa création à Djibouti en février 2006.

Au cours de cet entretien, les membres du FIGE ont exprimé leur reconnaissance au Président de la République qui a toujours apporté un soutien indéfectible au FIGE de sa création à ce jour. Les membres du FIGE ont présenté au Président de la République le nouveau plan stratégique de l'organisation pour la période 2017-2022. Ces nouvelles orientations stratégiques ont été présentées par le Secrétaire Exécutif

du FIGE aux membres du Comité Directeur, durant les travaux à Djibouti. Le Président de la République a souhaité la bienvenue à Djibouti aux inspecteurs généraux de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, de l'Angola, de Madagascar, et de la République démocratique du Congo. Le Chef de l'Etat a félicité les membres du Comité Directeur pour les résultats atteints de cette organisation en seulement dix années d'existence. Il a ajouté qu'il avait appuyé le FIGE dès sa création car des institutions africaines décidaient de se regrouper pour mieux servir les plus hautes autorités de leurs Etats respectifs. Cette initiative était utile pour la coopération entre nos pays en matière de bonne gouvernance.

Vos institutions doivent disposer du savoir faire nécessaire pour nous appuyer dans le renforcement de la performance de l'administration et l'amélioration de la bonne gouvernance dans le secteur public. Le Président de la République a réaffirmé son soutien et celui de son gouvernement au FIGE. Il a précisé que les moyens nécessaires seront mobilisés pour permettre à l'Inspection générale de Djibouti de jouer son rôle clé au sein du FIGE.

A l'issue de l'entretien, l'Inspecteur Général de l'Etat a remercié au nom des membres du FIGE, le Président de la République pour le temps qu'il avait consacré au FIGE malgré un agenda très chargé. ■

(suite et fin page 6...)

Pour accompagner le dynamisme économique, les institutions de contrôle en général et l'Inspection générale d'Etat en particulier se doivent de mettre suffisamment d'outils à la disposition de leurs inspecteurs, contrôleurs et vérificateurs. D'où la nécessité de former ces derniers et leur donner les capacités et compétences suffisantes et nécessaires pour une meilleure évaluation de la performance des institutions publiques.

Dans son discours lors de la journée de clôture de la formation, Le facilitateur a tout d'abord félicité l'Inspection Générale d'Etat pour la bonne organisation de cet événement. Par la suite, il a remercié les participants pour leur sérieux, leur assiduité tout en louant leur professionnalisme, leur capacité d'interaction et d'esprit d'équipe tout au long de cet atelier. Il a enfin assisté sur l'importance de l'évaluation de la performance des institutions publiques et la nécessité impérieuse de se donner des outils et des indicateurs objectifs et chiffrés pour mieux mesurer les résultats et l'atteinte des objectifs assignés.

Prenant la parole à son tour, l'Inspecteur Général de l'Etat, M. Hassan Issa Sultan a rappelé que le choix du thème de cette formation est en rapport avec les priorités du Chef de l'Etat dans l'action gouvernementale à savoir la mise en place d'une administration performante capable de rendre les services requis pour les citoyens et les usagers. «*En effet seule une administration performante peut impulser le développement économique d'un pays alors qu'une administration non performante constitue un*

frein dans l'atteinte des objectifs souhaités» a-t-il insisté.

l'Inspecteur général de l'Etat a souligné l'importance d'une telle formation et affirmé que cette formation initialement destinée aux inspecteurs d'Etat de l'IGE s'est aussi ouverte aux représentants des autres institutions qui contribuent toutes, chacune à leur niveau respectif à l'amélioration de l'action de l'Etat.

Pour finir et avant de remercier l'ensemble de participants pour leurs contributions aux débats, l'Inspecteur Général n'a pas manqué de rendre hommage au formateur avec en substance, ces quelques mots : «*pour animer cette formation, on a recherché l'expertise d'un grand professionnel de ce secteur, qui dispose d'une expérience professionnelle pertinente et de très haut niveau d'une trentaine d'années. Nous avons eu la chance de bénéficier des services de M. Michel DOGNON, qui a occupé précédemment les fonctions d'Auditeur Général de la République du Bénin et Auditeur Senior au Bureau de l'Auditeur Général de New-York*».

OCTOBRE 2017 LES OUTILS DE CONTRÔLE ET LA QUALITÉ DE L'AUDIT

L'Inspection Générale de l'Etat de la République de Djibouti a organisé, avec l'appui de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique, une formation de cinq jours, au Palais du Peuple.

Cette formation a regroupé 25 participants issus des différentes institutions de contrôle du pays.

La formation dont le thème s'intitule «*les outils de contrôle et la qualité de l'audit*» avait pour objectif de renforcer la capacités des auditeurs dans la compréhension de la méthodologie et les différentes phases essentielles dans la conduite d'une mission d'audit en s'appuyant sur les normes internationales d'audit comme référentiels pour la conduite d'un audit de qualité.

Le formateur, M. Thierno Idrissa Arona DIA, a remercié les participants pour leur sérieux et leur implication dans les échanges, il a rappelé que cette formation est primordiale et utile pour les auditeurs dans l'exécution de leurs missions, dans la mesure où elle permet de mieux appréhender et d'identifier les principaux facteurs de risques pouvant influencer sur le bon déroulement des missions de contrôle et ainsi garantir la qualité de l'audit.

Pour sa part, l'Inspecteur Général d'Etat, Mr Hassan Issa Sultan, a remercié les participants pour avoir fait preuve de professionnalisme, d'assiduité et d'interactivité fructueuse «*Je suis persuadé que vous ferez bon usage des connaissances que vous avez acquises dans vos départements respectifs*», a déclaré l'Inspecteur Général de l'Etat avant de clore l'atelier.

Pour couronner le succès de l'atelier, les participants ont reçus des mains de l'Inspecteur Général de l'Etat et du formateur, les certificats de fin de formation. ■

EN BREF

LES NOUVELLES DES MEMBRES DU FIGE

JANVIER 2017

UNE FORMATION DE QUALITÉ À L'ENDROIT DES INSPECTEURS ET AUDITEURS INSTITUTIONS DE L'ETAT



Atelier de Formation pour les inspecteurs de l'Etat à Djibouti

Dans le cadre de renforcement de ses capacités humaines, l'Inspection générale d'Etat a organisé au Palais du Peuple, une formation de haut niveau de du 16 au 20 janvier 2017 sur le thème de «*L'évaluation de la Performance des Entités Publiques*» avec l'appui de l'ACBF (la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique). Cet atelier, animé par un expert en matière d'audit et ancien Audi-

teur Général de la République du Bénin, M. Michel DOGNON, a vu la participation d'une vingtaine de participants de l'Inspection générale de l'Etat, de la Cour des Comptes, de l'Inspection générale des finances, de l'Inspection générale du Ministère de l'Educatio Nationale, de l'Inspection générale du Ministère de la Santé et de la direction de la comptabilité publique du Ministère du Budget.

Le choix du thème de la formation est en phase avec les priorités gouvernementales pour la mise en place d'une administration performante en mesure d'offrir des services de qualité aux citoyens et à ses usagers. Par ailleurs, une administration efficiente et efficace contribue pleinement au développement économique d'un pays.

Suite page 7

ACTUALITÉS

FIGE /OLAF : UNE COLLABORATION RENFORCÉE



8^{ème} Réunion du Groupe à Bruxelles

La 8^{ème} réunion du Groupe pilote organisée par l'Office européen de Lutte anti-Fraude (OLAF) et la Direction Générale du Développement et de la Coopération (DEVCO) s'est déroulée au siège de la Commission européenne à Bruxelles le 19 et 20 octobre 2017.

Cette 8^{ème} session a vu la participation des institutions de contrôle africaine issues de 12 pays dont plusieurs membres du FIGE, à savoir Djibouti, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal, l'Angola, la République Démocratique du Congo et la République de la Centrafrique, le Gabon et le Cameroun et de nombreux organismes et institutions européennes et internationales, telles que la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, l'office pour l'intégrité et la lutte contre la corruption de la Commission de l'Union africaine, la Banque mondiale et plusieurs délégations de l'UE. Ce groupe de travail qui se réunit tous les deux ans, a pour objectif de permettre d'une part, d'échanger sur l'état de la coopération et ce, aux fins de la renforcer et d'autres part pour échanger sur les nouveaux outils et techniques de lutte anti-fraude ainsi que le partage d'expériences en matière de lutte contre la fraude et la corruption.

A ce titre, les différents participants ont largement débattu sur les deux thèmes de cette 8^{ème} séance, notamment "Faire face aux nouveaux défis d'enquête contre la fraude" et «*perspectives pour intensifier la coopération entre l'OLAF, les délégations de l'UE, les autres donneurs institutionnels et les partenaires nationaux*». Intervenant sur le premier thème, l'Inspecteur Général de l'Etat de la République de Djibouti et Secrétaire Exécutif du FIGE, M. Hassan Issa

Sultan et le Vérificateur Général de la République Sénégal, M. François Collin, ont tour à tour présenté leurs institutions respectives ainsi que les perspectives et les attentes de cette rencontre. Le Vérificateur Général du Sénégal a dans son exposé expliqué que pour faire face aux nouveaux défis des enquêtes contre la fraude, quatre éléments sont essentiels : la formation des enquêteurs pour renforcer les capacités opérationnelles des institutions de contrôle, le partage d'information avec les partenaires, une meilleure communication entre les services généralement touchés par les fraudes et les organes de contrôle chargés des enquêtes pour une meilleure coordination dans la détection de la fraude, et enfin la modernisation des outils de détection pour mieux lutter contre la fraude.

L'Inspecteur Général de l'Etat de la République de Djibouti a, au cours de sa présentation, souligné l'importance de cette rencontre qui offre «*l'opportunité d'explorer des nouvelles voies de partenariats solides et profitables à nos institutions respectives pour mieux contrer le fléau de la fraude et de la corruption de façon efficace et coordonnée...*», et a émis le souhait et la nécessité d'explorer les pistes pour améliorer les accords de coopération avec l'OLAF, et aux moyens d'élargir leur champ d'action, qui présente à l'état actuel des limites, notamment en favorisant l'assistance mutuelle dans le partage d'information sur le recouvrement

des avoirs détournés au détriment des budgets des pays africains. Mme Margarete Hofmann, Chef de la Direction "Politique" de l'OLAF, a loué la diversité et la richesse du Groupe Pilote qui a en son sein des institutions supérieures de contrôle variées. Elle a aussi tenu à remercier les représentants du FIGE, dont le Président du Comité Directeur et Inspecteur Général de la République de Côte d'Ivoire, M. Théophile Ahoua N'Doli et l'Inspecteur Général de la République de Djibouti et Secrétaire Exécutif du FIGE, M. Hassan Issa Sultan, pour avoir honoré de leur présence cette réunion.

Mme Hofmann a souligné le caractère enrichissant de cette rencontre, et s'est dite satisfaite de cette 8^{ème} réunion qui a suscité des nouveaux espoirs pour améliorer la coopération et impliquer davantage les relations de l'OLAF avec les partenaires africains dans la lutte contre la fraude. Elle a souhaité que ces assises restent le moyen le plus efficace pour faire le bilan des partenariats existants, mais aussi un espace de réflexion pour l'amélioration constante de cette coopération afin de la rendre plus consistante et accroître le partage d'information, l'assistance et la réciprocité des expériences respectives.

La 8^{ème} réunion du Groupe Pilote a été clôturée le 20 octobre sur les mots du Directeur Général de l'OLAF, M. Nick Illett, qui a exprimé sa satisfaction de voir les résultats de ces deux jours d'assises avec des échanges importants et fructueux, des idées à exploiter et des recommandations à prendre en considération pour faire perdurer la coopération entre l'OLAF et les partenaires africains de contrôle : «*ceci me donne la satisfaction que notre collaboration et notre coopération sont continues et sont appelées à persévérer dans le temps et dans l'espace. Elles doivent sans cesse se renouveler en tenant compte des défis qui s'imposent à nous tous tout en se donnant les moyens de les surmonter ensemble pour mieux lutter contre la fraude et la corruption...*»

7^{ÈME} RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU FIGE



Réunion ordinaire du Comité Directeur à Djibouti

La septième réunion ordinaire du Comité Directeur du Forum des Inspections Générales d'Etat d'Afrique, organisé par l'Inspection générale d'Etat de Djibouti, s'est ouverte le 22 mai 2017 au Kempinski Palace.

Les points à l'ordre du jour de cette 7^{ème} session ont porté, outre l'examen des rapports d'activités et financier 2016 du FIGE et de l'Institut du FIGE et du rapport d'audit 2016 du Commissaire aux Comptes, sur la présentation du nouveau plan stratégique pour la période 2017-2022 de l'organisation.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Exécutif du FIGE, M. Hassan Issa Sultan, Chef de l'institution hôte, après avoir souhaité la bienvenue et le souhait d'un bon séjour à Djibouti à tous les participants de la rencontre, a rendu hommage au Président de la République, pour son soutien au forum depuis sa création «l'Inspection générale d'Etat de

Djibouti a pu jouer un rôle important dans l'existence et la croissance du FIGE grâce à l'appui constant du gouvernement Djiboutien qui a su mobilisé les moyens nécessaires pour l'amélioration de la bonne gouvernance et les moyens d'actions des institutions Djiboutiennes qui interviennent dans ce secteur et dans la lutte contre la corruption».

L'Inspecteur Général de l'Etat a également retracé la naissance puis l'évolution du FIGE qui, a-t-il souligné, «Afin d'assurer le développement de notre organisation nous allons mener, durant ces travaux, une réflexion sur nos axes stratégiques».

Cette réflexion est nécessaire pour permettre à notre organisation d'être réactive aux changements permanents de nos métiers et de la mutation constante du secteur public de nos pays qui requière de nos institutions d'avoir des compétences adaptées à ces mutations».

Pour sa part, le Président du Comité Directeur, l'Inspecteur Général d'Etat de Côte d'Ivoire M. NIAMIEN N'Goran a tenu à remercier les autorités Djiboutiennes pour leur accueil et l'organisation de cet important événement. Poursuivant son discours, le Président du Comité Directeur a préconisé la mise en place des points focaux par institution pour servir de relais afin d'assurer le bon fonctionnement du FIGE. M. NIAMIEN a également proposé de faire parvenir au Secrétariat Exécutif du FIGE toute la documentation nécessaire pour le

partage d'informations et des bonnes pratiques afin de garantir une meilleure coordination et renforcer les capacités des membres des institutions de contrôle membres.

A l'issue des différentes présentations, les membres du Comité Directeur ont examinés et adopté tous les points à l'ordre du jour. Les recommandations de cette 7^{ème} session, concernant le renforcement du FIGE, le partage d'expérience entre les institutions membres du forum, l'extension du réseau à des nouvelles institutions et la coopération avec d'autres institutions africaines.

La prochaine session du Comité Directeur du FIGE aura lieu en Côte d'Ivoire, durant l'année 2018, avant la tenue de la 7^{ème} assemblée générale qui se tiendra au cours de la même année, en Mauritanie. ■

LE PLAN STRATÉGIQUE DU FIGE 2017-2022

La quête d'excellence et de professionnalisme sont les moteurs pour faire du FIGE un acteur incontournable pour servir les inspections générales africaines et institutions assimilées ayant pour mission d'améliorer le fonctionnement et la transparence des administrations publiques.

C'est dans cette optique et afin d'assurer une meilleure visibilité au FIGE, que le Secrétariat Exécutif a présenté au cours de la 7^{ème} réunion du Comité Directeur, le nouveau plan stratégique pour la période 2017-2022 du FIGE.

Ce document réalisé avec l'appui d'une experte internationale, Mme Anne Marie Auger, vient consolider les valeurs qui sont chères au FIGE et permettra en outre la concrétisation de ses missions et à la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre des actions concrètes et pérennes.

Le plan stratégique 2017-2022 est décliné en quatre grands axes stratégiques :

• PERFORMANCE

Amélioration des performances et des capacités d'action des institutions membres ;

• COOPÉRATION ET PARTENARIAT

Assurer une synergie entre les membres et développer des partenariats ;

• PROMOTION

Promotion et valorisation des pratiques et des connaissances dans le domaine de la bonne gouvernance et de la lutte anti-corruption ;

• GOUVERNANCE

Gestion du réseau et des activités du FIGE.

Le plan stratégique a été réalisé avec l'appui de l'Inspection Générale de l'Etat de Djibouti, et le soutien financier de la fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). ■

L'INSTITUT DU FIGE

L'IFIGE, qui siège au sein de l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny, Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, est né à l'issue des travaux du 4^{ème} Assemblée Générale qui s'est tenue en 2012 à Luanda, Angola.

La mise en place de cet institut s'inscrit dans le plan stratégique du FIGE qui a érigé la Formation-Action en domaine d'intervention stratégique.

Au titre de ses missions principales, l'institut assure la formation des femmes et des hommes qui feront évoluer nos administrations publiques, en répondant aux besoins et aux attentes des personnels chargés du contrôle et de l'audit, pour une performance accrue et une plus grande efficacité dans l'exercice de leurs missions.

Pour plus d'informations visitez le site www.ifege.org

CALENDRIER



ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
20 - 21 JUIN 2018

L'Inspection Générale d'Etat de Côte d'Ivoire organise :

La 8^{ème} Réunion du Comité Directeur du FIGE et un Colloque sur le thème :

«Quelle Inspection Générale d'Etat pour la promotion de la bonne gouvernance en Afrique».



NOUAKCHOTT, MAURITANIE
22 ET 23 OCTOBRE 2018

L'Inspection Générale d'Etat de la Mauritanie accueillera les travaux de la 7^{ème} Assemblée Générale et 5^{ème} Colloque international du FIGE avec l'appui de l'Inspection Générale d'Etat de la Mauritanie et de l'Union Européenne.